



HAL
open science

Le centre Tolbiac, tradition militante et contestations (1973-1986).

Marie-Caroline Luce

► **To cite this version:**

Marie-Caroline Luce. Le centre Tolbiac, tradition militante et contestations (1973-1986).. 2019. hal-01962636

HAL Id: hal-01962636

<https://hal.science/hal-01962636>

Preprint submitted on 7 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le centre Tolbiac Tradition militante et contestations (1973-1986)

Marie-Caroline LUCE

Les années 1960 sont marquées par une grande explosion de la démographie étudiante : d'une part la massification de l'université, d'autre part la politisation d'une partie des étudiants et notamment ses prises de position sur la guerre d'Algérie, puis sur celle du Vietnam. Le malaise est latent au sein de l'université française en pleine mutation. Les étudiants ne se reconnaissent plus dans le régime académique institué au début de la troisième République. Ils s'engagent dans une réflexion active qui les amène d'une contestation des institutions universitaires (critique de l'enseignement ex cathedra, fort taux d'échec, accroissement des inégalités selon l'origine sociale, menaces de sélection) au projet de société qu'ils veulent pour demain. Tous ces ingrédients concourent aux revendications portées par les grèves et manifestations de Mai 1968 dont les universités sortent profondément ébranlées et transformées.¹

La croissance très rapide des effectifs étudiants se poursuit dans les années 1970 et impose l'ouverture de nouveaux centres universitaires sous le signe d'une politique de déconcentration géographique. La construction du centre multidisciplinaire Tolbiac en 1973 répond à cette nécessité du

¹ Antoine Prost, 1968 : mort et naissance de l'université française, Vingtième Siècle, revue d'histoire Année 1989 Volume 23 Numéro 1 pp. 59-70.

désengorgement de la Sorbonne. Dès son ouverture, Tolbiac est le théâtre d'une effervescence militante et le haut lieu de toutes les contestations.

Cette contribution se propose de revenir sur l'implantation des courants gauchistes à Tolbiac avec une cartographie des différents groupuscules syndicaux et politiques. Elle abordera les grandes luttes étudiantes contre les réformes de l'enseignement.

1. Un monde étudiant en effervescence

La France n'est pas le seul pays à connaître, un vent de révolte estudiantine. Les premières occupations des universités ont eu lieu en Europe et aux États-Unis dans les années 1965-1967. Ces mouvements portent une critique de plus en plus forte de l'évolution des sociétés caractérisées comme coloniales, autoritaires, hiérarchisées et répressives face aux aspirations des jeunes générations.²

À partir de 1967 en Grande Bretagne, les étudiants se font entendre, notamment à la London School of Economics. La Revolutionary Socialist Student Federation, organise des manifestations et sit-in dans de nombreuses facultés. Son objectif est le "renversement révolutionnaire du capitalisme et de l'impérialisme". En 1965, a lieu à Madrid la marche

² Geneviève Dreyfus-Armand, Laurent Gervereau (dir.), Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde, Paris, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, 1988, 304p.

silencieuse contre le contrôle gouvernemental des élections du syndicat étudiant officiel d'obédience franquiste. En juin 1967, les étudiants allemands manifestèrent contre la visite du shah d'Iran à Berlin. En Italie dès 1967, les étudiants multiplient les occupations d'universités et les heurts avec la police sont réguliers. En Belgique, dès le mois d'avril, les étudiants descendent à plusieurs reprises dans la rue, pour clamer leur opposition à la guerre du Vietnam et demander la remise à plat du fonctionnement universitaire. Les mouvements étudiants se radicalisent aux États-Unis dès 1965, dans le contexte de l'émergence des mouvements des hippies, beatnick et underground, de la guerre du Vietnam et de la lutte des Noirs américains pour les droits civiques et contre la ségrégation raciale.

L'implantation des courants gauchistes à Tolbiac

Après mai 1968, les organisations de gauche comme de droite cherchaient un lieu central ou s'implanter et créer un nid de résistance aux réformes gaullistes. La prise en possession d'un bâtiment universitaire leur permettrait de centrer sur un même bastion des centaines d'adhérents et de mener plus facilement la lutte.

Dès décembre 1968, l'extrême droite étudiante crée le Groupe union défense (GUD)³ à l'université Paris II Panthéon Assis. En novembre 1972, certains dirigeants du GUD s'opposent au rapprochement avec Jean-Marie

³ Olivier Bérubé-Sasseville, *Le Groupe Union Défense : la droite néofasciste à l'université (1968-1988)*, mémoire de maîtrise, dirigé par De Yolaine Cohen, Université du Québec à Montréal (Canada), 2015.

Le Pen. Les dissidents des deux mouvements rejoignent le courant solidariste sous l'appellation Groupe Action jeunesse (GAJ). Les gudards et le GAJ durant toute la période 1973-1974 se livrent à une lutte sans merci pour le contrôle d'Assas. L'unité ne se reconstitue que contre l'ennemi gauchiste.⁴

Le centre Censier, foyer ou base de départ d'une agitation endémique, était saturé par la présence de diverses organisations politiques. L'Université de Vincennes, la « base rouge », était le terrain d'expérimentation du gauchisme qualifié de « décomposé » (communistes, spontanéistes, anarchistes maoïstes, trotskistes, marxistes-léninistes...)⁵. Nanterre par son éloignement du centre de Paris compliquait toute coordination étudiante et tout rassemblement.

Le centre multidisciplinaire Tolbiac est apparu comme un lieu stratégique pour d'éventuels blocages, pratique pour toutes les organisations d'extrême gauche (lambertistes, communistes, socialistes, trotskistes, maoïstes, autonomes...). L'unité architecturale permet d'obtenir le contrôle de la tour depuis le hall, « *quelques tables et chaises entremêlées dans les accès aux ascenseurs et le tour est joué* ». Les étudiants disposent d'une tribune, le mythique « amphi N ». C'est dans cet amphithéâtre qu'ont lieu les Assemblées Générales (AG) avec la présence de leaders politiques. C'est

⁴ Frédéric Chatillon, Thomas Lagane, Jack Marchal (dir), Les rats maudits : histoire des étudiants nationalistes (1965-1995), Paris, éditions des Monts d'Arrée, 1995.

⁵ Charles Soulié (dir.), Un mythe à détruire ? Origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 2012, 488 p.

aussi dans ce lieu qu'une génération s'est initiée aux prises de parole. Pour David Assouline, « *l'amphi N de Tolbiac ne m'impressionnait pas plus que ça. J'avais une capacité à l'expression publique tribunicienne.* »

Serge Faubert⁶, ancien étudiant à l'Université Paris 1 et militant à la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), témoigne de ses années d'étude à Tolbiac : « *Le choix pour les étudiants de venir à Tolbiac était avant toute chose un choix militant. Les étudiants pensaient qu'ils allaient accomplir la révolution prolétarienne ou cela n'allait pas tarder. La parenthèse estudiantine était l'occasion de s'instruire et de renforcer l'organisation.* ». De plus, « *Au sein du secteur étudiants de la LCR, il y avait une commission qui s'était mise en place pour faire venir des étudiants à Tolbiac. Le choix de venir à Tolbiac n'était pas dicté par un quelconque intérêt universitaire mais par nécessité militante... Tolbiac devient notre base.* ». Selon Claudine Charfe, ancienne Responsable de la Vie étudiante « *Certains étudiants étaient là pour accomplir un parcours politique.* ». « *Etre à l'UNEF ou élu au CA représentait une véritable formation pour aller ailleurs.* ». L'investissement en politique de nombreux anciens militants syndicaux étudiants parmi les futurs cadres politiques nationaux (Jean-Marie Le Guen, Alain Bauer, Pierre Laurent, Harlem Désir, Patrick Cohen, Manuel Valls,...) confirme du rôle de ce type de structure dans l'apprentissage de la politique.

⁶ Serge Faubert est journaliste d'investigation, spécialiste des sectes et des milieux extrémistes, Serge Faubert a commencé sa carrière en 1988 à l'hebdomadaire l'Événement du jeudi dont il deviendra rédacteur en chef adjoint. Grand reporter, il a notamment couvert la guerre en ex Yougoslavie.

II. Cartographie des groupuscules

Les organisations étudiantes d'extrême gauche et d'extrême droite sont de plusieurs types : syndicats (UNEF, MARC), sections spécialisées des mouvements politiques (UEC, LCR), indépendants ou autonomes (UNI, CAE).⁷

Les groupuscules de gauche

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF)⁸, syndicat fondé en 1907 se positionne plutôt du côté de la gauche socialiste et de l'extrême gauche communiste voire trotskiste. Elle se donne pour but de défendre les intérêts des étudiants, d'exprimer leurs opinions sur la gestion des infrastructures universitaires, que ce soit la recherche scientifique, la restauration universitaire, les logements étudiants. Elle est présente au sein de la majorité des universités de France et elle est la première organisation étudiante en nombre d'élus dans les universités.⁹

⁷ Nicolas Carboni, « Le syndicalisme étudiant des années 1970 et 1980 : une antichambre du pouvoir politique ? », *Siècles* [En ligne], 28 | 2008, mis en ligne le 19 février 2013, consulté le 26 juillet 2014. URL : <http://siecles.revues.org/703>

⁸ Robi Morder (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, éditions Syllepse, 2006, 328 p.

⁹ Voir aussi : Bargel Lucie, Yon Karel, « Circulation des militants et réseaux politico-syndicaux : évolutions des socialisations militantes à l'UNEF depuis les années 1970 », journée d'études « Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006, ENS LSH de Lyon.

L'Union des Étudiants Communistes (UEC)¹⁰ est une organisation politique étudiante qui fait partie du Mouvement Jeunes communistes de France (MJCF). Fondée en 1939, dissoute après la guerre, elle est recréée en 1956. L'UEC s'organise par secteur (secteur Tolbiac), rassemblant un ou plusieurs lieux d'enseignement supérieur. Elle est dirigée par un collectif national proche du Parti communiste mais autonome. Après 1968, les revendications de l'UEC concernaient le quotidien des étudiants : lutte pour des créations de poste d'enseignant, création de travaux dirigés, locaux, extension des bourses d'études, prise en compte des étudiants salariés dans la grille horaire. Elle militait également pour la participation aux élections des membres étudiants des conseils. Ses membres s'engagèrent aussi dans des luttes internationales en organisant des manifestations et des campagnes d'aide matérielle aux peuples du Vietnam, du Laos, du Cambodge, contre les crimes du régime de Franco en Espagne puis, après le 11 septembre 1973, en soutenant les victimes de la dictature chilienne.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)¹¹ sous ses formes successives (Cercle des diffuseurs de *Rouge*, Ligue Communiste, Front Communiste Révolutionnaire Tolbiac, Ligue Communiste Révolutionnaire et le Comité Rouge Tolbiac) : A l'automne 1968, des militants issus de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste Internationaliste (organisations dissoutes par le gouvernement en juin 1968) et des « militants de Mai » se regroupèrent autour d'un nouveau journal

¹⁰ Albert Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*, Paris, éditions sociales, 1968.

¹¹ Serge Cosseron, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse à présent, p. 221

Rouge d'où l'appellation « le Cercle des diffuseurs de *Rouge* ». Après quelques mois de discussion, la Ligue Communiste fut créée. Il s'agit d'un parti politique d'extrême-gauche, révolutionnaire, se réclamant de la tradition léniniste antistalinienne. Au printemps 1973, la Ligue Communiste joua un rôle de premier plan lors des mobilisations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré.¹² Son organisation était quasi-militaire. En effet, sa Commission technique avait mis en place un service d'ordre qui coopérait avec d'autres groupes d'extrême-gauche lors d'attaques de meetings organisés par l'extrême-droite. Dissoute en 1973, la Ligue se reformera officiellement en 1974 sous le nom de Ligue Communiste Révolutionnaire. Dès le début, des comités Rouge s'organisèrent sur le terrain. Celui de Tolbiac milita notamment contre les lois Debré et Fontanet et s'engagea dans la campagne présidentielle de 1974¹³ pour soutenir la candidature d'Alain Krivine.¹⁴

Le Mouvement d'Action et de Recherche Critique (MARC), formé après 1968 par des étudiants proche de la CFDT, dissout en 1976, s'affirmait

¹² Karel Yon, *La Ligue communiste et le mouvement lycéen contre la loi Debré (printemps 1973) : rôle et place d'une « avant-garde » dans le mouvement de masse*, sous la direction de Olivier Fillieule, Mémoire, Institut d'études politiques de Paris, 1999.

¹³ Archives de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Fonds des tracts diffusés au centre multidisciplinaire Tolbiac (1973-1974), tract de l'UNEF « Les réponses de l'UNEF aux revendications étudiantes des candidats aux présidentielles » mai 1974.

¹⁴ Membre du bureau politique de La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) jusqu'en 2006. il sera candidat à l'élection présidentielle de 1969 et de 1974. En 1981, la LCR souhaite le présenter une troisième fois comme candidat à l'élection présidentielle. Elle ne parvient cependant pas à obtenir les 500 signatures nécessaires pour qu'il soit candidat.

en faveur d'un socialisme autogestionnaire. A Tolbiac, le MARC revendiquait une amélioration des conditions d'études quotidiennes des étudiants et condamnait les affrontements entre mouvements politiquement opposés¹⁵. Ses membres participaient aux élections étudiantes. Cependant, même s'ils exhortaient les étudiants à aller voter pour montrer leur détermination à améliorer la situation, ils les encourageaient à mettre un bulletin nul dans l'urne. En 1976, des étudiants du MARC, du Parti socialiste unifié et des Étudiants Socialistes de tendance plutôt rocardienne créent le Mouvement d'action syndicale (MAS). Rejoint ensuite par les étudiants de la LCR qui y deviennent majoritaires (1977), participent à la création de l'UNEF-ID en 1980.

D'autres organisations nationales ou sectorielles gravitent à Tolbiac : l'Alliance des Étudiants Révolutionnaires (AER), l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (AJS), Révolution !, le Comité antimilitariste, le Groupe Etudiant antiautoritaire, le Comité de Lutte Tolbiac, le Comité de Lutte des Grecs Antifascistes, le Cercle Rouge de Tolbiac, le Comité du 8ème jour, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, le Comité Tolbiac pour l'autogestion. Selon les revendications et les personnes, ils travaillent avec, ou adhèrent à l'une ou l'autre des organisations de plus grande importance.

¹⁵ Archives de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Fonds des tracts diffusés au centre multidisciplinaire Tolbiac (1973-1974), tract du MARC « Tolbiac, la fac des courants d'air et des ventres creux ».

Les groupuscules de droite

L'Union Nationale Interuniversitaire (UNI)¹⁶ est une organisation universitaire indépendante de droite et antigèrives, accueillant lycéens, étudiants, enseignants, retraités. Elle fut créée en 1969 à l'initiative de Jacques Rougeot, professeur à l'université Paris-IV, afin de lutter contre la loi Faure, les étudiants de droite considérant qu'elle multipliait les compromis avec la gauche étudiante et qu'elle ne donnait pas les moyens de rétablir l'autorité dans les universités. L'Union, qui reçut le soutien de Georges Pompidou jusqu'à sa mort, put s'imposer rapidement dans les universités comme un véritable mouvement étudiant et non comme un simple groupuscule. Elle présente plusieurs caractéristiques qui la rapprochent d'un syndicat (participation aux élections des représentants étudiants, implication dans les débats concernant l'évolution de l'Université) même si l'appellation n'est pas acceptée par ses membres qui considèrent qu'elle se comporte plutôt comme un mouvement politique tout en conservant une indépendance par rapport aux partis majoritaires de droite successifs (UDR, RPR et UMP). Au Centre Tolbiac, l'UNI développa, dès la rentrée, sa stratégie anti gauche en liant les difficiles conditions d'études à la présence des mouvements d'extrême-gauche. Elle considérait la participation aux élections de représentants étudiants aux conseils comme nécessaire et salvatrice. Elle dénonçait également la présence d'étudiants d'extrême-gauche dans les universités, dans l'administration, et plus particulièrement au sein du Centre.

¹⁶ Pour approfondir : « Qu'est-ce que l'UNI? », Le Monde, Blog « Droites extrêmes »

Les autonomes

Le Collectif Etudiant Automne (CEA)¹⁷ se forme au printemps 1976, à l'occasion de la grève nationale contre la réforme du deuxième cycle dite Saunier-Seité. A Tolbiac, des assemblées générales furent organisées par l'UNEF, alors dirigée par l'Union des Etudiants Communistes. La grève débuta en mars sous l'impulsion des groupes d'extrême-gauche. Certains étudiants ne se reconnaissent pas dans ce mouvement et commencent à s'organiser de manière autonome. Ce collectif rassemble alors une cinquantaine d'étudiants des universités de Jussieu, Nanterre, Vincennes, Dauphine et des centres Tolbiac et Saint-Charles. La majorité, une trentaine, vient de Tolbiac. A la rentrée 1976, ils y dénoncent notamment, par le biais de leur radio, les restaurants universitaires « trop chers et pas bons » et commencent à organiser des autoréductions de repas. Le CEA de Tolbiac se réunit de manière irrégulière et ses actions sont variées. Ils organisent également en 1978 des concerts punks dans les locaux du Centre. Tolbiac reste, au début des années 1980, le principal bastion autonome. Il existe d'ailleurs un Collectif Autonome Tolbiac qui regroupe une quarantaine d'étudiants.

III. Le temps des mobilisations contre les réformes de l'enseignement

La décennie 1970-80 est marquée par des tentatives des gouvernements successifs de professionnaliser l'Université et celles

¹⁷ Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984, mémoire de maîtrise*, dirigé par Anne Steinet et Gilles Le Beguec, Université Paris X Nanterre, 2004.

d'accroître ou de diminuer la sélection à l'entrée des premiers ou des seconds cycle universitaires¹⁸. Ces démarches sont au centre d'une vague de contestations dans le milieu étudiant. Les mobilisations qui en découlent, viennent renforcer l'avènement politique de la figure de l'étudiant comme force de critique et de transformation sociale.¹⁹

Les étudiants se mobilisent d'abord contre la mise en application de la loi Debré en 1973 qui préconise la suppression des sursis militaires après 21 ans et instaure le DEUG. Dès janvier 1973, les «cercles rouges» qui regroupent les sympathisants de la Ligue Communiste dans les lycées, mènent une intense activité sur ce sujet. Fin février, ils mettent en place des «comités contre la loi Debré». A l'appel de l'UNEF (AJS) des manifestations sont organisées à la Sorbonne. Ce mouvement devient celui de l'ensemble de la jeunesse scolarisée, qui n'hésite pas à revendiquer la suppression de la loi en adoptant comme slogan «cinq ans déjà, coucou nous revoilà !». Finalement, la loi n'est pas abrogée et seuls quelques aménagements sont prévus. C'est cependant la première fois depuis Mai 1968, que la jeunesse descend massivement dans la rue.

En 1974 Joseph Fontanet²⁰, ministre de l'Éducation nationale entreprend une vaste réforme de l'enseignement secondaire. Le point

¹⁸ « Réformer l'université » : une vieille histoire, Révoltes n°12 octobre 2007.

¹⁹ Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord) Cent ans de mouvements étudiants, Paris, Syllepse, 2007.

²⁰ Le Nouvel Observateur du 21 janvier 1974, par Gérard Petitjean.

d'achoppement portait entre autres sur la refonte de l'organisation du baccalauréat et la mise en place d'un palier d'orientation entre la classe terminale et l'université. Ce projet de loi a soulevé de nombreuses controverses chez les enseignants, les parents d'élèves, les élèves, les partis politiques et les syndicats. Face à l'opposition manifeste de la Conférence des présidents d'université, du Conseil de l'enseignement général et technique, du CNESER et du Conseil supérieur de l'Education nationale, le ministre avait dû revoir sa copie.

Le 6 mars 1974, l'inspecteur principal Joseph de Scril écrit au Commandant Dupuis au sujet des troubles à Tolbiac : *« environ 300 étudiants soutenant la grève générale de l'enseignement dans la faculté, ont fait éruption dans un amphithéâtre du centre Tolbiac proférant des insultes et des menaces. Le but étant de faire cesser les cours. A 16h15 voyant qu'ils ne pouvaient atteindre leur but, ils ont employé une lance d'incendie tel une arme de persuasion et dirigé sur nous, un puissant jet d'eau pouvant atteindre une pression de 10 kilo »*.²¹

La grève étudiante de 1976 contre la réforme du second cycle universitaire décidée par la ministre Alice Saunier-Seïté²² a été marquée par

²¹ Archives de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Fonds du centre multidisciplinaire Tolbiac – Pierre Mendès France.

²² Alice Saunier-Seïté, ministre des Universités (1978-1981) sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, a été la première femme à occuper des fonctions jusque-là dévolues aux hommes : première femme doyen de faculté, en lettres, à Brest (1968-1969), première femme recteur d'académie, à Reims (1973-76), première femme nommée professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) en 1981.

une mobilisation dans la durée, de mars à mai. Hostile à la loi d'orientation de 1968, la nouvelle secrétaire d'Etat aux Universités, tenta de revenir en arrière par l'intermédiaire de trois réformes : modification des modalités de recrutement des enseignants ; de la constitution des conseils centraux des universités ; de la répartition des habilitations des universités à délivrer des diplômes de second et troisième cycle. L'obtention d'un DEUG n'aurait plus permis de s'inscrire automatiquement en licence. Suite aux grandes mobilisations, le texte est finalement abandonné.

À Tolbiac, c'est sous les slogans « *Patron hors des facts* », « *non à la mainmise du capitalisme sur la libre recherche et la liberté des esprits* » que dès le mois de janvier, l'UNEF appelle à des Assemblées Générales pour débattre du risque, à travers le projet, d'une mainmise du patronat sur l'Université et d'une sélection sociale accrue.

En 1986, c'est sur le thème de la sélection que se déroulent les mobilisations. Le projet de loi renforçait l'autonomie des universités en autorisant la création de diplômes locaux, la variabilité des droits d'inscription et la sélection en premier cycle est présenté à l'été par Alain Devaquet²³, ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur. Craignant une mise en concurrence des établissements, étudiants et lycéens protestèrent, dès la rentrée, en organisant des manifestations massives. Elles furent suivies de débordements violemment réprimés par la police. Suite à la mort d'un

²³ Devaquet, Alain, *L'Amibe et l'Étudiant : université et recherche, l'état d'urgence*, Paris, Odile Jacob, 1988.

étudiant, Malik Oussekinge²⁴, et à la démission d'Alain Devaquet, Jacques Chirac, Premier ministre, décida de retirer le projet de loi le 8 décembre.

Les étudiants du centre Pierre Mendès France votèrent la grève le 21 novembre. Devenu l'un des principaux sièges de la mobilisation, le centre fut occupé jour et nuit à partir du 1^{er} décembre. Un service d'ordre étudiant assurait, en coopération avec les agents de sécurité du centre et des professeurs, le contrôle des entrées et la surveillance des lieux. Le centre accueillit, chaque jour et jusqu'au 10 décembre, entre 300 et 1900 personnes. Outre la tenue d'assemblées générales, des animations étaient organisées par les étudiants comme, par exemple, un concert rock dans l'amphithéâtre N.²⁵

Les organisations étudiantes des années 1970-80 se sont construites en opposition à des mesures qui les concernaient : autour des réformes de l'enseignement, de la défense des droits des immigrés, de la réforme du service militaire, de l'amélioration de leur cadre de vie au sein de l'université. Aujourd'hui, l'agitation étudiante constitue un indicateur de la profondeur de la crise professionnelle et économique qui touche la jeunesse en générale. Les étudiants se posent, dans le monde de l'éducation et de la formation, en interlocuteurs. Ainsi, ce nouveau positionnement en tant qu'acteur du changement les invite à élaborer d'autres formes d'approche plus pragmatique, privilégiant la négociation avec des propositions concrètes à l'appel à la grève et au blocage systématique.

²⁴ Nathalie Prévost, La mort indigne de Malik Oussekinge, éditions Bernard Barrault, 1989, 158 p.

²⁵ Archives de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Fonds du centre multidisciplinaire Tolbiac – Centre Pierre Mendès France.

Références bibliographiques

Ouvrages

Geneviève Dreyfus-Armand, Laurent Gervereau (dir.), *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, 1988, 304p.

Frédéric Chatillon, Thomas Lagane, Jack Marchal (dir.), *Les rats maudits : histoire des étudiants nationalistes (1965-1995)*, Paris, éditions des Monts d'Arrée, 1995.

Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes*, Presses universitaires de Vincennes, 2012, 488 p.

Robi Morder (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, éditions Syllepse, 2006, 328 p.

Bargel Lucie, Yon Karel, « *Circulation des militants et réseaux politico-syndicaux : évolutions des socialisations militantes à l'UNEF depuis les années 1970* », journée d'études « Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », 24 novembre 2006, ENS LSH de Lyon.

Albert Ouzoulias, *Les bataillons de la jeunesse*, Paris, éditions sociales, 1968.

Karel Yon, *La Ligue communiste et le mouvement lycéen contre la loi Debré (printemps 1973) : rôle et place d'une « avant-garde » dans le mouvement de masse*, sous la direction de Olivier Fillieule, Mémoire, Institut d'études politiques de Paris, 1999.

Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, mémoire de maîtrise, dirigé par Anne Steinert et Gilles Le Beguec, Université Paris X Nanterre, 2004.

Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord.) *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007.

Devaquet, Alain, *L'Amibe et l'Étudiant : université et recherche, l'état d'urgence*, Paris, éditions Odile Jacob, 1988.

Cheikh Baldé, Caroline Chalier, Frédéric Kijowski, Jean-Philippe Legois, Emmanuel Porte, Thierry Côme (dir.), Robi Morder (dir.), *Les engagements des étudiants : formes collectives et organisées d'une identité étudiante*, Observatoire de la vie étudiante, septembre 2009.

Olivier Bérubé-Sasseville, *Le Groupe Union Défense : la droite néofasciste à l'université (1968-1988)*, mémoire de maîtrise, dirigé par De Yolaine Cohen, Université du Québec à Montréal (Canada), 2015.

Ksenia Ermoshina, *Occupation des locaux universitaires : point de bifurcation dans les carrières étudiantes*, mémoire de master 1, dirigé par Brigitta Orfali, Université Paris Descartes, 2010-2011.

Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.

Articles et sites de référence

Nicolas Carboni, « Le syndicalisme étudiant des années 1970 et 1980 : une antichambre du pouvoir politique ? », *Siècles 28-* 2008, (<http://siecles.revues.org/703/>, consulté le 10/03/2016).

Peter Schwarz, « 1968 : Grève générale et révolte étudiante en France. Première partie : la naissance d'une situation révolutionnaire » , mai 2008 (https://www.wsws.org/francais/News/2008/mai08/1968-m28_prn.shtml, consulté le 10 mars 2016).